

Réponse de l'UNIDEN à la consultation publique N°2024-03

Consultation publique du 3 avril 2024 relative aux conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs en application de l'article L. 342-24 du code de l'énergie

Question 1 : Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

L'UNIDEN comprend que la CRE souhaite que les gestionnaires de réseaux puissent modifier les puissances de raccordement des installations HTA et HTB en excluant les installations BT. Les augmentations de puissance des installations BT seraient moins onéreuses, plus simples techniquement et plus limitées en niveau.

L'UNIDEN rappelle que la consommation de l'industrie sur l'année de référence 2019 (pré-covid) est de 114 TWh, alors que la consommation du résidentiel est de 157 TWh et celle du tertiaire de 132 TWh. Au regard du poids des raccordements BT dans la consommation électrique française, l'UNIDEN est donc favorable pour étudier toutes les pistes possibles afin de restituer au réseau les marges de manœuvre nécessaire aux coûts les plus compétitifs pour la collectivité.

Par ailleurs, le fait d'avoir un dimensionnement en fonction des paliers techniques et non au plus juste n'exclut pas le fait d'avoir une saturation de lignes pour le réseau de distribution et donc des marges importantes à récupérer dans ce domaine.

Question 2 : Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

L'UNIDEN souhaite rappeler quelques éléments qui fondent la démarche d'un industriel.

Les demandes de raccordement des industriels s'inscrivent sur le temps long. La durée de vie d'une chaudière industrielle et la ligne de production associée se comptent en plusieurs dizaines d'années. La puissance de raccordement des industriels est donc fonction du besoin planifié à long terme.

Les carnets de commandes des industriels électro-intensifs sont soumis à la concurrence internationale. Les chiffres rappelés en introduction de la consultation (seulement 48% des puissances raccordements sont souscrites en HTB, 45% en HTA) sont les symptômes de la désindustrialisation qu'a subi la France depuis plusieurs années.

La formule de la CRE propose de se baser sur l'historique (5 années pour l'HTB et 3 années pour l'HTA) afin de définir une nouvelle puissance de raccordement « $P_{rac\ adapté}$ ».

Dans le cadre d'un projet futur d'augmentation de consommation électrique (augmentation de production ou électrification), le consommateur industriel n'a pas la possibilité de conserver sa puissance de raccordement dans l'attente de la mise en service d'une nouvelle ligne de production. Il y a donc un risque d'effet yo-yo sur les puissances de raccordement au détriment des consommateurs, associée à une forte dégradation de la visibilité pour mener des investissements.

Une amélioration de la formule proposée dans la consultation et de passer d'une formule qui retient le minimum entre les 3 termes (« Psoutirage », « Psouscrite » et « Prac_avant_modif ») à une formule le maximum entre ces même 3 termes.

Cette formule permettrait aux industriels qui le souhaitent de conserver la puissance de raccordement en échange d'une contribution via la puissance souscrite facturée via le TURPE.

L'UNIDEN alerte la CRE sur la divergence entre les signaux de longs termes dont les industriels ont besoin et les critères de court terme proposés par la CRE (5 ans et 3 ans).

Question 3 : Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

Voir question 2

Question 4 : Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

La révision annuelle est également un facteur qui va générer de l'instabilité pour les industriels. On peut s'interroger sur les signaux envoyés par ce dispositif pour un site qui auto-consomme son électricité depuis plusieurs années via un outil de cogénération et qui doit soutirer l'intégralité de son électricité en cas de maintenance ou défaillance de l'outil associé. Cette réflexion peut être étendue aux lignes de secours dont disposent de nombreux industriels et que RTE incite à avoir.

L'UNIDEN souhaite également attirer l'attention du régulateur sur les effets de bord d'une application automatique d'une telle formule pour des consommateurs industriels ayant des projets d'électrification de leurs procédés. L'application de la formule doit impérativement s'accompagner d'une étude qualitative et individuelle du dossier du consommateur industriel, de manière à distinguer :

- une situation de captation de capacité, pour laquelle il est légitime d'effectuer un ajustement et de mettre la capacité à la disposition du gestionnaire de réseau;
- un consommateur à la production cyclique et soumis à la concurrence internationale qui aura réduit sa production pour garantir la pérennité de son activité;
- un consommateur avec des projets d'électrification de ses procédés, dont la décarbonation va être fortement retardée (voire annulée) par l'ajustement de sa capacité;
- un consommateur en auto-consommation ou ayant une ligne de secours non utilisée.

Au-delà de l'objectif louable de récupération de puissances non utilisées, il est crucial d'aligner les incitations de ce dispositif avec la volonté politique de réindustrialisation et de décarbonation.

Question 5 : Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

Une nouvelle installation est définie comme une installation qui signe sa première convention de raccordement ou une modification du raccordement qui entraîne la signature d'une nouvelle convention de raccordement. Avec la volonté de réindustrialisation et la décarbonation via l'électrification des procédés, ces deux cas devraient donc se présenter assez régulièrement.

L'UNIDEN est favorable à la mise en place d'une période d'observation afin de laisser le temps aux industriels d'optimiser leurs lignes de production. Pour les industriels électro-intensifs raccordés au réseau de distribution, la période de 2 ans semble trop juste. Une période de 3 ans semblerait plus adaptée. Dans tous les cas, la mise en œuvre de ce dispositif devra s'accompagner d'une étude qualitative et au cas par cas de la situation des consommateurs.

Question 6 : Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

L'UNIDEN rejoint la CRE dans l'objectif du bon dimensionnement de la puissance de raccordement. L'UNIDEN n'est cependant pas en faveur d'une modification de puissance automatique pour les nouvelles installations comme proposé dans la consultation. Une modification automatique ne tiendra en effet pas compte de cas d'usages où l'industriel ne soutire pas la puissance prévue lors de la signature de PTF en raison de causes échappant à son contrôle. Pour les nouvelles installations ou la mise en service de nouveaux actifs, la montée en puissance dépend de nombreux paramètres, dont la disponibilité d'autres sources et vecteurs énergétiques et des infrastructures liées.

Une modification automatique ne tenant pas compte de manière qualitative des raisons de l'écart entre puissance de raccordement, puissance souscrite et puissance soutirée risque d'être vécue comme une sanction injuste et de conduire à des comportements biaisés pour éviter cette mesure.

En cas de mise en retard d'un projet et de mise en œuvre d'une modification automatique de puissance, un moindre mal serait de prévoir un préavis suffisant pour que l'industriel puisse prendre ses dispositions (demande de PTF). Si cette situation peut se comprendre d'un point de vue réseau (libération d'une puissance sur quelques années), il est à noter qu'elle fait beaucoup moins de sens du point de vue d'un industriel et constitue pour lui une double peine (retard dans la mise en service et nouveau paiement d'une puissance de raccordement).

Question 7 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?

Même chose que pour la question 6

Question 8 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?

Comme souligné par la CRE, le surdimensionnement initial du raccordement de l'utilisateur a été en partie financé par la collectivité via la réfaction de 30% (uniquement sur la ligne principale, la ligne secours ne fait pas l'objet de réfaction) pour les raccordements au RPT. L'UNIDEN rappelle donc que 70% du coût de la ligne principale et 100% de la ligne secours restent à la charge du consommateur. Les consommateurs sont donc déjà largement incités à dimensionner au plus juste. L'UNIDEN n'est pas favorable à cette proposition

L'UNIDEN se pose également la question du traitement des puissances disponibles sur les lignes de secours en cas de redimensionnement de la puissance des lignes principales

Question 9 : Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

Dans le cas où un industriel ne dispose plus de la Puissance de raccordement initiale, il est normal qu'une indemnisation soit versée. Comme exprimé en réponse à la question 8, l'industriel avait financé 70% de la ligne principale et 100% du secours de la puissance de raccordement initiale.

Une attention particulière doit être portée au délai de mise à disposition des puissances. Au regard des plannings de raccordement annoncés par les gestionnaires de réseaux (notamment dans les zones tendues), un renvoi de l'industriel en fil d'attente pour récupération de tout ou partie de la puissance signifie plusieurs années d'attente pour la mise en service des projets.

L'UNIDEN rappelle que le jalon critique de mise en service des projets d'augmentation de capacité et d'électricité est très souvent fonction du raccordement électrique au réseau. Cette proposition peut donc avoir un impact négatif sur la vitesse de la décarbonation de l'industrie

Question 10 : Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

L'indemnisation doit se faire sur la base de critères transparents et objectifs qui prennent en compte la valeur de la puissance non utilisée. Pour des actifs électriques de fortes puissances dont les durées de vies sont importantes, la baisse de la valeur résiduelle dans le temps est très faible et non linéaire.

L'UNIDEN n'est pas favorable à une limitation dans le temps.

Question 11 : Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?

Dans sa consultation publique portant sur le schéma décennal de développement du réseau (SDDR), RTE rappelle que la durée de vie d'une liaison aérienne est de 85 ans, et celle d'un transformateur électrique de 70 ans.

Les durées de 2 ans et 5 ans proposées dans cette consultation pour pouvoir bénéficier d'une indemnisation sont très éloignées de la durée de vie des équipes électriques des gestionnaires de réseaux. Ce point interroge

Question 12 : Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

L'UNIDEN est alignée avec la CRE pour prendre en compte une certaine dose de dégressivité dans le calcul de l'indemnisation.

Question 13 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

Si l'on met en regard :

- A. L'âge moyen des actifs RTE (environ 50 ans – l'un des réseaux les plus âgés d'Europe)
- B. La formule proposée par la CRE, qui propose de fixer une durée d'amortissement des ouvrages du réseau de transport à 50 ans.

Alors l'indemnité en (€) va être plafonnée à 10% de la participation initiale pour beaucoup de consommateurs du réseau. L'UNIDEN alerte donc la CRE sur un possible effet d'aubaine très important pour les gestionnaires de réseaux au détriment des consommateurs.

Un mécanisme d'indemnisation qui prend en compte la valeur d'usage et non la valeur comptable semble plus approprié.

Question 14 : Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

Ne se prononce pas

Question 15 : Êtes-vous favorable la durée N moy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

L'UNIDEN s'interroge sur le nombre de cas où la date de raccordement n'est pas connue.

Question 16 : Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

L'application d'une méthode de manière indifférenciée à tous les types de clients risque de générer des effets de bord potentiellement très défavorables à certains d'entre eux.

Par exemple, l'application d'une méthode basée sur la participation initiale produit deux effets très distincts, suivant que l'industriel a bénéficié d'une capacité restante sur un poste source dans le cadre d'un raccordement historique ou qu'il a financé la construction d'un nouveau poste. Le premier bénéficiera d'une indemnisation sans commune mesure avec le coût de l'extension de raccordement, alors que l'écart sera moins important pour le second.

Cependant, une indemnisation en fonction des coûts des nouveaux travaux nécessaires risque de ne pas être proportionnée aux investissements initialement consentis par l'industriel.

Question 17 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

L'UNIDEN s'interroge sur les éléments factuels qui amènent la CRE à proposer un pourcentage de 40%, cette proposition chiffrée demande à être motivée afin de pouvoir se positionner.

Question 18 : Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?